

Les Directives volontaires sur les régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts sont finalisées

Bruxelles - 13/03/2012 - Vendredi dernier, le 9 mars vers 21h, le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) a finalisé à Rome les négociations intergouvernementales sur les *Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale*. Avec la finalisation réussie de ces négociations, comme résultat d'un processus participatif de presque trois ans, le CSA a démontré qu'il avait la capacité d'associer de multiples acteurs sociaux pour débattre des solutions à l'un des problèmes actuels les plus délicats : **l'accès aux ressources naturelles pour la production alimentaire**.

Ces Directives contiennent d'important outils qui pourront contribuer à renforcer les organisations dans leur combat global pour sécuriser l'usage et la gestion des ressources naturelles et des biens communs dans le but de produire davantage d'aliments et de meilleure qualité, contribuant ainsi à éradiquer la faim dans le monde et ses causes les plus profondes.

Assurer l'accès à la terre, aux pêches et aux forêts n'est pas seulement vital pour permettre aux producteurs alimentaires à petite échelle de nourrir le monde. L'accès aux ressources naturelles est une question de dignité et une question de vie ou de mort pour des millions de communautés de paysans, pasteurs, peuples autochtones et pêcheurs. Dans de nombreuses régions du monde, l'accaparement de terres engendre de grandes souffrances et mène au déplacement de communautés entières en détruisant et confisquant leurs terres, accentuant encore plus de violents conflits.

Rien que pendant les derniers mois au cours desquels ce document a été négocié, **des leaders de mouvements sociaux dans diverses régions du monde ont encore été assassinés ou persécutés pour leur combat**. En Amérique latine, nous nous souviendrons de Jerónimo R. Tugri et Mauricio Méndez au Panama, Bernardo Méndez Vásquez au Mexique, Christian Ferreyra en Argentine, et des paysans de la vallée de Bajo Aguán qui furent assassinés en raison des conflits fonciers au Honduras. Nous témoignons aussi notre solidarité envers Herman Kumara, leader du Forum mondial des pêcheurs, qui a été menacé de mort et a dû quitter son pays, le Sri Lanka.

En dépit des violations massives et systématiques des droits humains, qui prennent des formes multiples dans le monde rural, la réticence de nombreux gouvernements à réaffirmer leurs engagements existants en vertu des multiples instruments internationaux de droits de l'homme relatifs aux ressources naturelles, nous invite tous à redoubler d'efforts. Nous regrettons également qu'au cours de ces négociations, les gouvernements aient considéré les investissements à large-échelle dans l'agriculture industrielle comme indispensables pour le développement.

Nous appelons une fois encore la communauté internationale, les États et gouvernements du monde, à s'engager pour construire une nouvelle ère dans l'histoire, basée sur la souveraineté alimentaire. Ces directives, fondées sur les droits à la terre, aux pêches et aux forêts, pourront contribuer au combat continu pour éradiquer la faim dans le monde.

Contact OSC pour les médias : Sofia Monsalve Suárez, [monsalve\[at\]fian.org](mailto:monsalve[at]fian.org), tél. +4962216530051